

AKTUELL



Ne pas déranger !

WIKIMEDIA / DOMAN84 / CC BY-SA 4.0

COP24 ET SOCIÉTÉ CIVILE

Mal aimée

Raymond Klein

Militer pour le climat dans un pays comme la Pologne ? La COP24 démontre une fois de plus que le combat contre la répression et celui contre le changement climatique sont liés.

Les instances qui organisent la conférence climatique 2018 (COP24), ont une certaine vision de ce qu'est la liberté d'expression. Ainsi, lundi, la délégation américaine a pu inviter à une table ronde sur les mérites des énergies fossiles. Donner la parole aux fous, même dangereux, pourquoi pas ? Mais que dire si en parallèle, la liberté d'expression de la société civile est sévèrement encadrée ?

Certes, lors de l'événement officiel de lundi, des manifestant-e-s ont pu s'introduire dans la salle et perturber quelque peu l'apologie du charbon et du pétrole de la délégation américaine. Mais les services de sécurité ont éconduit les protestataires et le show a continué peu après. Et en règle générale, les participant-e-s issu-e-s de la société civile ont du mal à se faire entendre. Ainsi, toute manifestation doit être annoncée à l'avance et soumise à des contraintes strictes de temps et d'espace, comme en témoignent deux jeunes militantes interrogées par la BBC. Pire, les responsables leur ont interdit de dénoncer la présence à la COP24 des entreprises qui sont en train de détruire le climat.

Pour l'ONU, responsable de l'organisation interne, cette société civile semble être une faultrice de troubles. Mais le pays hôte, la Pologne, va plus loin : au moins 14 participant-e-s à la conférence ont été refoulé-e-s et en partie mis-es en arrestation, le motif étant probablement qu'ils et elles constitueraient une menace pour la sécurité nationale.

Cette façon d'agir a été dénoncée dans un communiqué soutenu

par 17 ONG, parmi lesquelles 350.org, Greenpeace, Climate Action Network Europe et Attac. « La plus grande menace que nous affrontons en matière de sécurité internationale et nationale est celle de ne pas maîtriser la crise climatique », ripostent les ONG. Elles s'opposent à ce que, au nom de la sécurité, la Pologne entrave leurs activités.

Schengen contre le climat

Le site d'information Euractiv rapporte que les marches pour le climat ont été interdites pour la même raison à Katowice, la ville hôte. Pour les interdictions de manifester, comme pour les restrictions à l'entrée sur le territoire, ce sont des pays comme la France et l'Allemagne qui ont récemment donné le mauvais exemple, même si les interdictions n'ont pas été appliquées, comme lors des manifestations du sommet de Paris en 2015.

Quant aux personnes refoulées, elles proviennent toutes de pays tiers (Ukraine, Géorgie, Kirghizstan, Russie), certaines faisant même partie de la délégation officielle. Cela donne à penser qu'il s'agit une fois de plus d'une dérive de l'utilisation du système d'information Schengen, tristement célèbre pour ses effets liberticides.

Mais si les autorités polonaises ont cru qu'elles pouvaient se montrer plus sévères envers des ressortissant-e-s de pays tiers, elles ont dû être surprises par le réflexe de solidarité de la part des ONG souvent européennes ou américaines. C'est que la cause climatique transgresse de par sa nature les frontières nationales et a donc donné lieu à un mouvement planétaire, à l'esprit internationaliste. L'ONU, qui devrait se situer dans la même logique, risque sa crédibilité si elle n'impose pas le respect des libertés aux pays hôtes.

SHORT NEWS

Lasche Dieselgrenzwerte der Kommission gekippt

(ja) - Als Reaktion auf die Benutzung von Manipulationssoftware bei Emissionstest von Dieselaautos unter Laborbedingungen hat die Europäische Kommission 2016 neue Grenzwerte festgelegt. Im echten Fahrbetrieb sollten die „real driving emissions“ (RDE) gemessen werden. Die maximal zulässigen Werte wurden dabei erhöht. Dies, so die Kommission, um „technischen und statistischen“ Ungenauigkeiten Rechnung zu tragen. Beim Euro-6-Grenzwert wurden aus 80 mg Stickoxiden pro Kilometer 168 mg/km, später auf 120 mg/km korrigiert. Die Städte Paris, Brüssel und Madrid klagten gegen die Kommission, die ihrer Auffassung nach keine höheren Grenzwerte hätte festlegen dürfen. Das Gericht gab den drei Städten Recht und erklärte die Verordnung der Kommission - die höheren Grenzwerte also - für nichtig. Es sei unmöglich festzustellen, ob die Euro-6-Grenzwerte bei den RDE-Testverfahren eingehalten würden. Ein Jahr hat das Gericht der Kommission Zeit gegeben, um die Regelung zu ändern. Damit könnten auch Dieselfahrzeugen, die der ursprünglichen Euro-6-Norm entsprechen, Fahrverbote drohen. Nur mit der neuen Euro-6d-Temp-Norm geht man auf Nummer sicher (woxx.eu/5wfl). Die Stadt Paris wollte auch einen symbolischen Euro als Schadensersatz haben - das Gericht schlug dies allerdings aus.

Accord de partenariat UE-Japon : c'est fait !

(lc) - Tandis que l'actualité est occupée par les gilets jaunes, la tuerie de Strasbourg ou les dernières farces autour du Brexit, le parlement européen a entériné ce mercredi l'accord de libre-échange avec le Japon, communément appelé Jefta. Alors que le député européen CSV Christophe Hansen, le remplaçant de Viviane Reding, l'a qualifié d'« accord historique » (ce qui n'étonne guère de la part de celui qui menait les affaires de la Chambre de commerce à Bruxelles avant), d'autres n'y voient pas que des avantages. Au contraire, par exemple Attac Autriche qui dénonce une attaque contre la démocratie. En effet, comme Greenpeace l'avait déjà expliqué en 2016, en publiant des documents fuités, même l'absence de tribunaux d'arbitrage extra judiciaires, qui avaient fait monter la grogne contre les accords TTIP et CETA, ne veut pas dire que les entreprises ne disposent pas d'avantages sur la société civile. De même pour l'argument de la création d'emplois, invalidé partiellement du moins par le FMI. Finalement, ce sont les standards européens dans la protection des données ou de l'environnement qui risquent d'être revus à la baisse. Et tout cela, sans passer à la télé !

online

Grundrechte, fringues a Literatur

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions chaque jour des articles sur woxx.lu. Par exemple : Zusätzlich zur wöchentlichen Printausgabe veröffentlichen wir täglich Artikel auf woxx.lu. Zum Beispiel:

Ein Känguru wie du: Claude Meischs Reaktion - Auf Papier wurde Meischs Antwort offiziell erst am Donnerstag veröffentlicht, über Twitter fast eine Woche früher. Online berichtete die woxx sofort darüber; hier der Link zum Nachlesen: woxx.eu/kawidu

Menschenrechte 2018: Eine Odyssee - Dass Menschenrechte auch Frauenrechte sind, daran hat Amnesty International am 70. Jahrestag der Menschenrechtsdeklaration erinnert. woxx.eu/ai2018

Acheter deux fois plus, quatre fois moins cher - Un court métrage qui rappelle les conséquences de nos comportements en matière d'achats de vêtements. woxx.eu/rethink

Kleine luxemburgische Literaturgeschichte - Georges Hausemer nimmt in seinem Episodenroman einige Kolleg*innen aufs Korn ... und sich selber ebenfalls. woxx.eu/hausewitz

Freides owes um 18h sende mir op Radio Ara (102,9 an 105,2 MHz) **Am Bistro mat der woxx**. Dës Woch geet et ëm d'Gratuitéit am öffentlichen Transport. Wann Der d'Sendung verpasst hutt, fannt Der se als Podcast op woxx.lu. Dir kënnt eis Sendung och mat enger App wéi Podcast-Addict sichen an dann abonnéieren.